2

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 4 mai 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'accession au grade de major administrateur militaire",

et sur un projet d'arrêté royal "portant organisation de l'école des administrateurs militaires",

a donné le 8 juin 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e Mei 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de verwerving van de graad van majoor-militair administrateur",

en over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende organisatie van de school voor militaire administrateurs",

heeft de 8e Juni 1953 het volgend advies gegeven :

I.

En ce qui concerne le projet d'arrêté royal relatif à l'accession au grade de major administrateur militaire.

L'arrêté du Régent du 27 mai 1947 relatif aux examens pour l'accession au grade de major, modifié par l'arrêté du Régent du 14 juillet 1950, règle, en exécution de l'article 12 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, les programmes des épreuves de major pour les diverses armes et les divers services de la force terrestre.

Le projet a comme objet de fixer le programme des épreuves pour l'accession au grade de major administrateur militaire sous forme d'un arrêté distinct de celui du 27 mai 1947.

Si le Gouvernement ne désire pas que cette question soit traitée dans un texte général applicable à toutes les armes et tous les services, à cause du caractère particulier qu'il donne aux épreuves de major administrateur militaire, le Conseil d'Etat, dans un souci de coordination des textes, estime cependant souhaitable de voir fixer le programme de ces épreuves dans le projet d'arrêté royal portant organisation de l'école des administrateurs militaires; cette dernière a, en effet, comme unique but de former des majors administrateurs militaires.

Dans le projet de texte proposé ci-après, le Conseil d'Etat a opéré la fusion du projet et de celui relatif à l'école des administrateurs militaires.

II.

En ce qui concerne le projet d'arrêté royal portant organisation de l'école des administrateurs militaires.

L'article 6 du projet reprend l'article 5 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, sans tenir compte cependant de la modification qui y a été apportée par l'arrêté royal du 20 janvier 1951.

Les deux premiers alinéas de cet article posent le principe que des indemnités seront versées au commandant de l'école et aux membres du corps enseignant.

L'article 7 du projet fixe le régime d'indemnité dont le principe a été émis par l'article 6, en se référant aux dispositions de l'arrêté royal du 23 octobre 1950.

Ce dernier arrêté est non seulement inadéquat quant à sa terminologie, puisqu'il a trait "aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section administrateurs militaires de l'école des services financiers de l'armée", mais, de plus, il ne fixe pas l'allocation accordée au commandant en second de l'école.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait préférable de rédiger un nouvel arrêté pour remplacer celui du 23 octobre 1950. Il fixerait le montant des allocations accordées au commandant, au commandant en second et aux membres du personnel enseignant de l'école des administrateurs militaires; il serait dès lors inutile d'émettre dans le projet le principe que des allocations seront accordées à ces personnes.

Cet arrêté pourrait, en outre, reprendre la disposition de l'article 6, alinéa 3, en précisant la dernière phrase par référence à la réglementation en matière de frais de séjour et de parcours des agents de l'Etat ou des militaires.

Il pourrait, enfin, apporter les modifications rendues nécessaires, par suite de la suppression de la section "officiers payeurs" de l'école, à l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant les rémunérations des professeurs civils de l'école de préparation à la sous-lieutenance et de la section des officiers payeurs de l'école des services financiers de l'armée.

La suggestion faite ci-dessus aurait de plus l'avantage de ne pas insérer, dans un statut administratif relatif à l'organisation d'une école, des dispositions d'ordre pécuniaire s'appliquant aux membres de son personnel enseignant.

\+

\+ \+

Les articles 6 et 7 du projet donnent l'occasion au Conseil d'Etat d'attirer l'attention du Gouvernement sur la réglementation dispersée qui a trait au régime pécuniaire des professeurs des diverses écoles dépendant du Ministère de la Défense nationale.

Il suggère qu'une étude d'ensemble ait lieu aux fins de coordonner ces diverses matières.

\+

\+ \+

L'article 13 du projet dispose que si le nombre de candidats admis parmi les officiers d'administration conformément aux articles 9, 10 et 11 n'atteint pas le nombre fixé par le Ministre, il est fait appel à des officiers subalternes des armes.

Comme l'intention du Gouvernement est de ne faire appel à ces candidats qu'après les secondes épreuves passées par les officiers d'administration, le projet doit être modifié en conséquence.

\+

\+ +

L'article 14 du projet ouvre la possibilité de suivre les cours de l'école des administrateurs militaires aux officiers d'administration de la force aérienne et aux officiers des services de la force navale.

L'arrêté du Régent du 26 août 1947 relatif aux épreuves et examens pour l'accession au grade de major à l'aviation et l'arrêté royal du 12 juillet 1952 relatif aux épreuves pour l'accession au grade de capitaine de corvette, de capitaine technicien ou de major des services dans les cadres actifs de la force navale, prévoient tous deux, en leur article 3, que les officiers d'administration ou des services peuvent, pour accéder au grade de major, soit passer certaines épreuves, soit avoir réussi l'épreuve finale du cours de l'école des services financiers de l'armée.

Le projet ne fait donc que confirmer la possibilité pour ces officiers de suivre les cours de l'école.

Le Conseil d'Etat observe qu'en application de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 26 août 1947, des officiers du personnel navigant ou du personnel technicien de la force aérienne peuvent eux aussi suivre les cours de l'école des services administratifs et obtenir le brevet d'administrateur militaire.

S'il n'entre plus dans les intentions du Gouvernement d'autoriser ces officiers à suivre les cours de l'école des administrateurs militaires sans avoir demandé et obtenu leur transfert dans la catégorie des officiers d'administration, le Conseil d'Etat est d'avis que cet article 4 doit être abrogé.

\+

\+ \+

Si l'article 14 du projet permet aux officiers d'administration de la force aérienne et aux officiers des services de la force navale, de suivre les cours de l'école des administrateurs militaires, il n'entend toutefois pas leur appliquer toutes ses dispositions. En effet, aucun projet ne vient modifier les arrêtés des 26 août 1947 et 12 juillet 1952 afin de mettre les dispositions relatives à la procédure préalable à l'admission ou à la réadmission en cas d'échec, en concordance avec les dispositions du projet.

Il s'ensuit que des difficultés pourraient naître notamment lorsqu'un officier ayant échoué à l'épreuve finale demande de recommencer ces deux années de cours. Le projet ne prévoit pas la possibilité

de recommencer ces études,alors que les arrêtés des 26 août 1947 et 12 juillet 1952 la prévoient. Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le manque de concordance entre le projet et ces deux arrêtés.

\+

\+ +

L'article 20 du projet a trait aux officiers des armes qui ont été admis en application de l'article 13 à présenter les épreuves d'admission à l'école des administrateurs militaires. Il dispose qu'en cas d'échec ou de non-classement en ordre utile à ces épreuves, ces officiers continuent à participer à l'avancement dans leur arme d'origine.

L'article 21 prévoit de son côté que cesse de participer à l'avancement,l'officier des armes qui est renvoyé à son corps d'origine, soit parce qu'il a échoué à l'épreuve finale de fin de cours, soit parce qu'il tombe dans un des cas visés par l'article 16.

L'article 12 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers dispose en son alinéa 1er que "tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les armes ...,doit avoir justifié de ses connaissances militaires professionnelles au cours d'une épreuve pratique dont le programme est déterminé par arrêté royal". Par contre, ce même article prévoit que "tout capitaine, pour accéder au grade de major dans les services ...,doit avoir justifié de ses connaissances techniques et professionnelles au cours d'un examen dont le programme est déterminé par arrêté royal".

Aux termes de l'article 15 de la même loi "l'officier ne peut être versé d'une arme ou service dans une autre arme ou service que sur sa demande et seulement quand l'intérêt de l'armée l'exige".

Le projet ne prévoit pas la demande de transfert dans le service financier, préalablement à l'épreuve d'admission. Il en résulte que l'officier dont il est question à l'article 21 conserve sa qualité d'officier des armes. Il ne peut, dès lors, être privé en cas d'échec à l'épreuve finale ou dans un des cas dont il est question à l'article 16, de la possibilité que lui donne l'article 12 de la loi de justifier ses connaissances militaires professionnelles au cours d'une épreuve pratique.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cet article 21 du projet doit être omis. Cette omission rend l'article 20 superflu.

Texte proposé par le Conseil d'Etat.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'ECOLE DES ADMINISTRATEURS MILITAIRES ET AUX EPREUVES DE MAJOR ADMINISTRATEUR MILITAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 12;

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment les articles 5 à 7;

Vu l'arrêté du Régent du 27 mai 1947 relatif aux examens pour l'accession au grade de major, modifié par l'arrêté du Régent du 14 juillet 1950 et l'arrêté royal du 19 juillet 1952;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier.- DE L'ECOLE DES ADMINISTRATEURS MILITAIRES.

Section 1ère.- Création et but de l'école des administrateurs militaires.

Article 1er.-

Il est créé une école des administrateurs militaires dont le but est de former des officiers aptes à diriger, coordonner et contrôler les divers rouages administratifs des forces armées.

.../...

Section 2. - Personnel et attributions.

Article 2.-

L'école des administrateurs militaires est un établissement d'instruction autonome placé directement sous les ordres du Ministre de la Défense nationale. Elle est sous le commandement d'un officier supérieur, administrateur militaire.

Article 3. -

Le cadre organique de l'école est fixé par le Ministre de la Défense nationale. Il comprend, outre le commandant et éventuellement un commandant en second, des professeurs civils ou militaires et des chargés de cours militaires.

Des officiers en service en dehors de l'établissement peuvent être désignés comme suppléants de professeurs ou de chargés de cours. Lorsque les circonstances l'exigent, ces officiers sont détachés temporairement à l'école.

Des officiers et des personnalités civiles peuvent être appelées à y donner des conférences.

Article 4.-

Le commandant de l'école, le commandant en second ainsi que les professeurs civils et militaires sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Roi.

.../...

Les professeurs suppléants, les chargés de cours effectifs et suppléants, ainsi que les conférenciers sont désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Article 5.-

Le commandant de l'école a, sur tout le personnel militaire attaché à l'établissement ou appelé à en suivre les cours, les attributions d'un commandant de corps d'armée.

Le personnel civil est soumis à son autorité conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale.

Le commandant de l'école dirige l'enseignement en se conformant aux instructions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale.

Section 3.- Conditions d'admission.

Article 6.-

Le nombre d'officiers à admettre à l'école est déterminé pour chaque session annuelle par le Ministre de la Défense nationale.

Article 7.-

§ 1er.- Le Ministre de la Défense nationale établit annuellement, en suivant l'ordre d'ancienneté, la liste nominative des officiers d'administration de la force terrestre revêtus du grade de capitaine et qui peuvent être admis comme candidat élève à l'école.

§ 2. Les candidats ne pourront participer à l'épreuve d'admission que si leurs supérieurs hiérarchiques émettent des avis formels favorables quant à leur aptitude à exercer les fonctions de major.

Le Ministre de la Défense nationale agrée ou rejette les candidatures; toutefois, il ne peut les rejeter qu'après avoir pris l'avis du comité du service financier.

Article 8.-

Les candidats agréés sont soumis à une épreuve dont le programme et les modalités sont fixés par le Ministre de la Défense nationale; elle comporte une partie écrite et une partie orale.

Cette épreuve , portant sur la formation générale des candidats, a pour objet de déceler leur aptitude à suivre avec fruit les cours de formation d'administrateur militaire.

Article 9.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne le président et les membres du jury de l'épreuve d'admission à l'école des administrateurs militaires, parmi des officiers généraux ou supérieurs.

Le jury établit un classement par ordre de mérite des candidats,basé sur la cote moyenne générale obtenue par chacun d'eux.

.../...

Article 10.-

Le Ministre de la Défense nationale admet les candidats dans l'ordre du classement de l'épreuve d'admission.

Article 11.-

Si le nombre des officiers à admettre comme élève n'a pas été atteint, les candidats qui ont échoué à l'épreuve d'admission sont autorisés à présenter une seconde fois l'épreuve de la même session annuelle.

Article 12.-

Si le nombre de candidats admis parmi les officiers d'administration n'atteint pas le nombre fixé par le Ministre de la Défense nationale en exécution de l'article 6, des capitaines des armes, de même ancienneté d'officier que les capitaines d'administration qui étaient candidats, peuvent, s'ils désirent passer dans le cadre des administrateurs militaires, se porter comme candidat pour les places restées vacantes.

L'article 7, § 2, et les articles 8 à 11 leur sont applicables.

Article 13.-

Les capitaines d'administration de la force aérienne et les capitaines des services de la force navale peuvent être admis à participer à l'épreuve d'admission à l'école des administrateurs militaires, aux cours et à l'épreuve finale de cette école.

Le nombre d'officiers de ces catégories à admettre annuellement n'est pas limité.

Section 4.- Organisation générale de l'enseignement.

Article 14.-

§ 1er.- La formation des administrateurs militaires comporte deux années de cours.

§ 2. Le programme des cours comprend :

- l'enseignement des sciences économiques, théoriques et appliquées;
- les sciences administratives et juridiques;
- l'organisation et l'administration des entreprises;
- l'organisation et le fonctionnement des services des forces armées;
- les langues étrangères.

§ 3. Le programme détaillé des cours est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 15.-

Durant leur séjour à l'école, les officiers élèves subissent des épreuves portant sur tout ou partie des matières qui y sont enseignées.

L'appréciation portée sur les officiers qui suivent les cours est formulée par des notes; il n'est pas établi de cotes numériques déterminant un classement.

Article 16.-

Sur proposition du commandant de l'école, le Ministre de la Défense nationale peut décider le renvoi au corps des officiers qui :

1° manquent d'assiduité ou d'application;

2° ne sont plus, en raison de leur conduite et de leur manière de servir, dans les conditions requises pour suivre les cours à l'école;

3° sont empêchés de poursuivre leurs études à cause de leur état de santé.

Article 17.-

§ 1er. A l'issue de la seconde année académique, les officiers subissent une épreuve finale portant sur les matières enseignées durant les deux années de cours.

Les modalités de cette épreuve sont fixées par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Le jury est composé comme suit par le Ministre de la Défense nationale :

- un officier général ou supérieur, administrateur militaire, président;
- le commandant de l'école des administrateurs militaires;
- un officier supérieur, administrateur militaire, en service à la force terrestre;
- un officier supérieur, administrateur militaire, spécialisé dans les questions budgétaires;
- trois membres du corps professoral de l'école des administrateurs militaires.

Article 18.-

Ce jury est chargé :

1° de désigner les officiers qui ont suivi avec fruit l'ensemble des cours; ne répond pas à cette prescription l'officier qui n'a pas suivi avec fruit le cours de finances publiques;

2° de rédiger les notes d'appréciation des officiers.

Article 19.-

Le brevet d'administrateur militaire est conféré par le Roi aux officiers ayant suivi avec fruit l'ensemble des cours.

CHAPITRE II. - DES EPREUVES DE MAJOR ADMINISTRATEUR MILITAIRE.

Article 20.-

Pour accéder au grade de major administrateur militaire, le candidat doit :

1° avoir obtenu le brevet d'administrateur militaire;

2° avoir réussi une épreuve d'aptitude physique et d'endurance dont le programme est déterminé par le Ministre de la Défense nationale;

3° avoir réussi l'épreuve linguistique légale dont le programme détaillé est déterminé par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Article 21.-

Les épreuves visées au présent arrêté ne constituent qu'un des éléments sur lesquels se base le comité d'avancement pour donner son avis.

La réussite de ces épreuves est une condition nécessaire mais non suffisante pour être promu au grade de major administrateur militaire.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 22.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 portant création de l'école des services financiers de l'armée, modifié par l'arrêté royal du 20 janvier 1951;

2° les articles 5 et 6 de l'arrêté du Régent du 27 mai 1947 relatif aux examens pour l'accession au grade de major.

Article 23.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Ter zake van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de verwerving van de graad van majoor militair administrateur.

Het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 betreffende de examens voor het verwerven van de graad van majoor, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Juli 1950, regelt, ter uitvoering van artikel 12 van de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, het programma van de examens voor het verwerven van de graad van majoor bij de onderscheidene wapens en diensten van de landmacht.

Het ontwerp strekt er toe, het programma van de examens voor het verwerven van de graad van majoor militair administrateur neer te leggen in een ander besluit dan dat van 27 Mei 1947.

Ofschoon de Regering, wegens het bijzonder karakter dat zij aan de examens van majoor militair administrateur verleent, niet wenst dat deze materie in een algemene op alle wapens en alle diensten toepasselijke tekst wordt behandeld, is de Raad van State nochtans van mening dat het uit een oogpunt van coördinatie der teksten wenselijk zou zijn, het programma van die examens vast te stellen in het ontwerp van koninklijk besluit tot inrichting van de school voor militaire administrateurs; deze school heeft uitsluitend de vorming van majoors militair administrateur op het oog.

In de hierna voorgestelde tekst heeft de Raad van State het ontwerp verwerkt met dat betreffende de school voor militaire administrateurs.

.../...

II.

Ter zake van het ontwerp van koninklijk besluit tot inrichting van de school voor militaire administrateurs.

Artikel 6 van het ontwerp neemt artikel 5 van het besluit van de Regent van 3 Mei 1948 over, zonder nochtans rekening te houden met de wijziging die het koninklijk besluit van 20 Januari 1951 daarin heeft aangebracht.

De eerste twee leden van dit artikel stellen het beginsel, dat aan de commandant der school en aan de leden van het lerarenkorps een vergoeding wordt uitgekeerd.

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt de regeling inzake vergoeding waarvan het beginsel in artikel 6 is neergelegd, zulks onder verwijzing naar het koninklijk besluit van 23 October 1950.

Dit laatste besluit is hier onbruikbaar om terminologische redenen, aangezien het betrekking heeft op "de toelagen, verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling militaire administrateurs van de school van de financiële diensten van het leger"; bovendien bepaalt het niet welke toelage aan de tweede commandant van de school wordt toegekend.

De Raad van State acht het verkieslijk, een nieuw besluit op te stellen ter vervanging van dat van 23 October 1950. Het zou het bedrag bepalen van de toelagen aan de commandant, de tweede commandant en de leden van het onderwijzend personeel der school voor militaire administrateurs.

.../...

Zodoende zou het geen nut meer hebben, in het ontwerp het beginsel te stellen dat aan deze personen toelagen worden verleend.

In dat besluit kan bovendien het bepaalde in het derde lid van artikel 6 worden overgenomen, met dien verstande dat de laatste volzin verduidelijkt wordt door verwijzing naar de regeling in zake reis- en verblijfkosten van het Rijkspersoneel of van de militairen.

Dat besluit zou tenslotte in het koninklijk besluit van 9 October 1950 tot vaststelling van de bezoldigingen der burgerlijke professoren aan de school voorbereidend tot de graad van onderluitenant en aan de sectie der officieren betaalmeesters van de school der financiële diensten van het leger, de wijzigingen kunnen aanbrengen die nodig zijn geworden ingevolge de afschaffing van de afdeling "officieren-betaalmeesters" der school.

Daaraan zou bovendien het voordeel verbonden zijn, dat in een administratief statuut voor de inrichting van een school geen bepalingen van geldelijke aard voorkomen voor de leden van het onderwijzend personeel.

\+

\+ \+

De artikelen 6 en 7 zijn voor de Raad van State aanleiding om de aandacht van de Regering te vestigen op de versnippering van reglementering inzake bezoldiging van de leraren der verschillende scholen die van het Ministerie van Landsverdediging afhangen.

.../...

De Raad van State stelt voor, dat de zaak in haar geheel zou worden bestudeerd, ten einde tot een coördinatie te komen.

\+

\+ +

Artikel 13 van het ontwerp bepaalt dat, wanneer het getal der candidaten die overeenkomstig de artikelen 9, 10 en 11 onder de officieren van administratie worden toegelaten, niet het door de Minister vastgestelde getal bereikt, een beroep wordt gedaan op lagere officieren der wapens.

Daar het de bedoeling van de Regering is, deze candidaten slechts toe te laten indien de officieren van administratie het tweede examen hebben afgelegd, zou men er goed aan doen het ontwerp in die zin te wijzigen.

\+

\+ +

Krachtens artikel 14 van het ontwerp, kan aan de officieren van administratie der luchtmacht en officieren van de diensten der zeemacht worden toegestaan de lessen van de school der militaire administrateurs te volgen.

Het besluit van de Regent van 26 Augustus 1947 tot vaststelling van de proeven en examens tot het bekomen van de graad van majoor bij het vliegwezen en het koninklijk besluit van 12 Juli 1952 betreffende de examens en proeven om in het actief kader van de zeemacht tot korvetten-kapitein, kapitein-technicus of majoor der diensten te kunnen worden bevorderd, bepalen beide in hun artikel 3 dat de officieren van administratie of de

officieren der diensten, om tot de graad van majoor te kunnen worden bevorderd, ofwel bepaalde examens en proeven moeten afleggen, ofwel moeten geslaagd zijn voor het eindexamen van de cursus aan de school van de financiële diensten van het leger.

Het ontwerp bevestigt dus enkel de mogelijkheid voor deze officieren, de lessen van de school bij te wonen.

De Raad van State merkt op, dat bij toepassing van artikel 4 van het besluit van de Regent van 26 Augustus 1947 ook officieren van het varend personeel of van het technisch personeel der luchtmacht de lessen van de school voor administratieve diensten kunnen volgen en het brevet van militair administrateur behalen.

Is het niet langer de bedoeling van de Regering deze officieren tot de lessen van de school voor militair administrateur toe te laten zonder dat zij vooraf hun overgang naar de categorie der officieren van administratie hebben aangevraagd en verkregen, dan moet volgens de Raad van State dit artikel 4 worden opgeheven.

\+

\+ \+

Wel geeft artikel 14 van het ontwerp de officieren van administratie van de luchtmacht en de officieren der diensten van de zeemacht de mogelijkheid om de lessen aan de school voor militaire administrateurs te volgen; de bedoeling is echter niet, dat al de bepa-

.../...

lingen van het ontwerp op hen toepassing zouden vinden. Geen enkel ontwerp wijzigt immers de besluiten van 26 Augustus 1947 en 12 Juli 1952, met het doel de bepalingen die betrekking hebben op de procedure die voorafgaat aan de toelating of de nieuwe toelating in geval van afwijzing, in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het ontwerp.

Hieruit volgt dat zich moeilijkheden kunnen voordoen, onder meer wanneer een officier die afgewezen werd bij het eindexamen vraagt om die tweejarige cursus te herbeginnen. Volgens het ontwerp bestaat er geen mogelijkheid deze studies te herbeginnen, terwijl dit volgens de besluiten van 26 Augustus 1947 en 12 Juli 1952 wel kan. De Raad van State wijst de Regering op het gebrek aan overeenstemming tussen het ontwerp en die twee besluiten.

\+

\+ \+

Artikel 20 van het ontwerp heeft betrekking op de officieren der wapens, wie, bij toepassing van artikel 13, werd toegestaan, het toelatingsexamen van de school voor militaire administrateurs af te leggen. Het bepaalt dat deze officieren, indien zij bij die examens worden afgewezen of niet gunstig worden gerangschikt, verder deelnemen aan de bevordering in hun wapen van herkomst.

Artikel 21 van zijn kant bepaalt dat aan de bevordering geen deel meer neemt, de officier der wapens, terug gezonden naar zijn korps van herkomst, ofwel omdat hij bij het eindexamen van de cursus werd afgewezen, ofwel omdat hij in een van de bij artikel 16 bedoelde gevallen verkeert.

.../...

Artikel 12 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren bepaalt in zijn eerste lid : "om tot de graad van majoor bij de wapens ... bevorderd te kunnen worden, moet ieder kapitein blijk hebben gegeven van zijn militaire vakkennis bij een practische proef, waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt bepaald". Hetzelfde artikel bepaalt daarentegen dat, "om tot de graad van majoor bij de diensten te kunnen bevorderd worden, ieder kapitein moet blijk gegeven hebben van zijn technische kennis en zijn vakkunde bij een examen waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt bepaald".

Artikel 15 van dezelfde wet luidt :

"Alleen wanneer hij zulks aanvraagt en als het belang van het leger het vereist, kan de officier van een wapen of dienst tot een ander wapen of een andere dienst overgaan ".

In het ontwerp komt geen bepaling voor betreffende het aanvragen van de overgang naar de financiële dienst, vóór het toelatingsexamen. Hieruit volgt dat de bij artikel 21 bedoelde officier zijn hoedanigheid van officier van de wapens behoudt.

In geval van afwijzing bij het eindexamen of in een der gevallen waarvan sprake in artikel 16, kan hem bijgevolg de bij artikel 12 van de wet gegeven mogelijkheid niet worden ontnomen, om in een practische proef zijn militaire vakkunde te bewijzen.

De Raad van State adviseert dit artikel 21 van het ontwerp te schrappen. Daardoor wordt ook artikel 20 overbodig.

.../...

(Tekst voorgesteld door de Raad van State).

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE SCHOOL VOOR MILITAIRE ADMINISTRATEURS EN DE EXAMENS EN PROEVEN VAN MAJOOR MILITAIR ADMINISTRATEUR.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 12 ;

Gelet op de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, namelijk op de artikelen 5 tot 7 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 betreffende de examens voor het verwerven van de graad van majoor, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Juli 1950 en bij het koninklijk besluit van 19 Juli 1952 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - SCHOOL VOOR MILITAIRE ADMINISTRATEURS.

Afdeling 1.- Oprichting en doel van de school voor militaire administrateurs.

Artikel 1.-

Een school voor militaire administrateurs wordt opgericht met het doel officieren te vormen die bekwaam zijn het bestuursapparaat van de krijgsmacht te leiden, te coördineren en er toezicht op te houden.

Afdeling 2.- Personeel en bevoegdheden.

Artikel 2.-

De school voor militaire administrateurs is een zelfstandige onderwijsinrichting onder het rechtstreeks bevel van de Minister van Landsverdediging. Zij staat onder het commando van een hoofdofficier militair administrateur.

Artikel 3.-

Het organiek kader der school wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld. Benevens een commandant en eventueel een tweede commandant, omvat het burgerlijke of militaire leraars en militaire lesgevers.

.../...

Officieren die buiten de inrichting dienst doen, kunnen als plaatsvervangers van leraars of lesgevers worden aangewezen. Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, worden deze officieren tijdelijk bij de school gedetacheerd.

Officieren en burgerlijke personaliteiten kunnen uitgenodigd worden om er voordrachten te geven.

Artikel 4.-

De commandant van de school, de tweede commandant, alsmede de burgerlijke en militaire leraars worden door de Koning benoemd en uit hun ambt ontheven.

De plaatsvervangende leraars, de werkende en plaatsvervangende lesgevers, alsmede de voordrachtgevers worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

Artikel 5.-

De commandant van de school heeft over gans het militaire personeel, aan de inrichting verbonden of geroepen om er de lessen te volgen, de bevoegdheden van een legerkorpscommandant.

Het burgerlijk personeel is overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Minister van Landsverdediging aan zijn gezag onderworpen.

De commandant van de school leidt het onderwijs met inachtneming van de onderrichtingen vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

.../...

Afdeling 3.- Toelatingsvoorwaarden.

Artikel 6.-

Het getal der officieren dat tot de school zal worden toegelaten,wordt voor elke jaarlijkse zitting door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Artikel 7.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging maakt jaarlijks volgens de anciënniteit de naamlijst op van de officieren van administratie der landmacht die de graad van kapitein hebben en als candidaat-leerling tot de school kunnen toegelaten worden.

§ 2. De candidaten mogen aan het toelatingsexamen slechts deelnemen zo hun hiërarchische meerderen formeel gunstige adviezen uitbrengen aangaande hun bekwaamheid tot het uitoefenen van het ambt van majoor.

De Minister van Landsverdediging neemt de candidaturen aan of verwerpt ze ; nochtans kan hij ze slechts na inwinning van het advies van het comité van de financiële dienst verwerpen.

Artikel 8.-

De aangenomen candidaten moeten een examen afleggen waarvan de Minister van Landsverdediging het programma en de modaliteiten bepaalt; het omvat een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

.../...

Dit examen over de algemene vorming der candidaten moet uitwijzen of zij bekwaam zijn de opleidingscursussen voor militair administrateur met goed gevolg bij te wonen.

Artikel 9.-

De voorzitter en de leden van de commissie belast met het afnemen van het toelatingsexamen tot de school voor militaire administrateurs, worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen onder de opper- of hoofdofficieren.

De examencommissie rangschikt de candidaten volgens hun verdienste, steunend op het algemeen gemiddeld waardecijfer door elk van hen behaald.

Artikel 10.-

De Minister van Landsverdediging laat de candidaten toe in de volgorde van de rangschikking bij het toelatingsexamen.

Artikel 11.-

Wordt het getal officieren die als leerling mogen toegelaten worden niet bereikt, dan mogen de candidaten die bij het toelatingsexamen zijn afgewezen zich een tweede maal voor het examen van dezelfde jaarlijkse zitting aanmelden.

.../...

Artikel 12.-

§ 1. Bereikt het aantal officieren van administratie die als candidaat worden toegelaten niet het getal dat de Minister van Landsverdediging ter uitvoering van artikel 6 heeft vastgesteld, dan kunnen kapiteins der wapens met dezelfde anciënniteit van officier als de kapiteins van administratie die candidaat waren, indien zij wensen over te gaan naar het kader van de militaire administrateurs, zich candidaat stellen voor de vacant gebleven plaatsen.

Artikel 7, § 2, en de artikelen 8 tot 11 zijn op hen van toepassing.

Artikel 13.-

Aan de kapiteins van administratie van de luchtmacht en de kapiteins der diensten van de zeemacht kan worden toegestaan, deel te nemen aan het toelatingsexamen, de lessen en het eindexamen van de school voor militaire administrateurs.

Het aantal officieren dezer categorieën, dat jaarlijks kan worden toegelaten, is onbeperkt.

Afdeling 4.- Algemene inrichting van het onderwijs.

Artikel 14.-

§ 1. De opleiding der militaire administrateurs bestaat uit een tweejarige cursus.

.../...

§ 2. Het leerplan omvat onderricht in :

- theoretische en toegepaste economische wetenschappen ;
- bestuurs- en rechtswetenschappen ;
- inrichting en beheer van ondernemingen ;
- inrichting en werking van de diensten der krijgsmacht ;
- vreemde talen.

§ 3. Het omstandig leerplan wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald.

Artikel 15.-

Tijdens hun verblijf in de school leggen de leerlingen-officieren examens af over de gehele leerstof of over een deel daarvan.

De beoordeling van de officieren die de lessen volgen, geschiedt onder de vorm van nota's; er worden geen puntencijfers toegekend die een rangschikking zouden geven.

Artikel 16.-

Op voorstel van de commandant der school kan de Minister van Landsverdediging beslissen dat naar hun korps teruggestuurd worden, de officieren die :

1) te kort schieten in oppassendheid of vlijt ;
2) door hun gedrag en hun wijze van dienen niet langer aan de voorwaarden voldoen om de lessen der school te volgen ;

.../...

3) om gezondheidsredenen verhinderd zijn hun studies voort te zetten.

Artikel 17.-

§ 1. Bij het einde van het tweede academisch jaar moeten de officieren een eindexamen afleggen over de leerstof van de tweejarige cursus.

De Minister van Landsverdediging stelt de modaliteiten van dit examen vast.

§ 2. De examencommissie wordt door de Minister van Landsverdediging als volgt samengesteld:

- een opper- of hoofdofficier militair administrateur, voorzitter ;
- de commandant van de school voor militaire administrateurs ;
- een hoofdofficier militair administrateur die dienst doet bij de landmacht ;
- een hoofdofficier militair administrateur die in begrotingszaken gespecialiseerd is ;
- drie leden van het lerarenkorps van de school voor militaire administrateurs.

Artikel 18.-

Deze examencommissie is er mede belast :

1° de officieren aan te duiden die met goed gevolg het geheel der lessen hebben bijgewoond; de officier

.../...

die de cursus over openbare financiën niet met goed gevolg heeft bijgewoond, voldoet niet aan dit voorschrift ;

2° de beoordelingsnota's over de officieren op te stellen.

Artikel 19.-

Aan de officieren die met goed gevolg het geheel der cursussen hebben bijgewoond, wordt bij koninklijk besluit het brevet van militair administrateur verleend.

HOOFDSTUK II. - EXAMENS EN PROEVEN VOOR MAJOOR MILITAIR ADMINISTRATEUR.

Artikel 20.-

Om de graad van majoor militair administrateur te verwerven, moet de candidaat :

1° het brevet van militair administrateur behaald hebben ;

2° geslaagd zijn voor een proef voor lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma vaststelt ;

3° geslaagd zijn voor het bij de wet voorgeschreven taalexamen waarvan de Minister van Landsverdediging het omstandig programma vaststelt.

.../...

Artikel 21.-

De examens en proeven in dit besluit bedoeld, zijn slechts één van de gegevens waarmede het Bevorderingscomité rekening houdt om advies uit te brengen.

Het slagen voor die examens en proeven is een noodzakelijke maar niet voldoende voorwaarde om tot de graad van majoor militair administrateur te worden bevorderd.

HOOFDSTUK III. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 22.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 3 Mei 1948 betreffende de inrichting van een school van de financiële diensten van het leger, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 Januari 1951 ;

2° de artikelen 5 en 6 van het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 betreffende de examens voor het verwerven van de graad van majoor.

Artikel 23.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.